

me espoir qu'entre leur pays de naissance et leur pays d'adoption, il règne une paix, une harmonie et une amitié toujours croissantes. Je suis particulièrement reconnaissant en cette occasion de voir le Canada honoré comme il est par la présence à cette table de tant de fils distingués du Massachusetts; je ne puis dire à quel haut point je suis gratifié par la présence et les paroles de Son Excellence le gouverneur Russell, l'occupant actuel du fauteuil gouvernemental du Massachusetts, une fonction déjà illustrée par tant d'hommes éminents qui ont fait connaître le Massachusetts au monde entier, comme le champion de la civilisation et de la liberté.

(M. Laurier rappelle ici à ses lecteurs les luttes entre les Etats-Unis, la France et l'Angleterre sur ce continent, qui ont donné lieu à la république américaine et ont fait de la colonie française du Canada le noyau des possessions britanniques en Amérique.)

Le Canada, continue-t-il, est encore une colonie, mais c'est un pays libre, et comme dans tous les pays libres nous sommes divisés en partis. Les partis sont, dit-on, une nécessité dans les pays libres; et si ils sont nécessaires, ils doivent être considérés comme un bien, quoique, dans mon pays, l'on ne puisse peut-être pas les considérer comme un bien sans mélange. (Appl.) Ils ont cet avantage toutefois. Dans un pays comme le Canada, où la population est à peu près également divisée entre les différentes races et croyances, ils ont, dis-je, cet avantage, qu'ils rendent la division nécessaire, non pas suivant les races et les croyances, mais suivant les opinions que des hommes de même race et de races différentes aussi peuvent avoir sur les questions publiques. Je dois dire, monsieur, que rien ne m'a été plus agréable que ces mots que vous avez prononcés il y a un instant en mentionnant les services que le parti libéral s'efforce maintenant de rendre en favorisant la cause de la civilisation par l'encouragement de relations